

No. 40731

**France
and
Gabon**

**Convention on establishment between the Government of the French Republic and
the Government of the Gabonese Republic. Libreville, 11 March 2002**

Entry into force: *1 February 2004 by notification, in accordance with article 14*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 17 November 2004*

**France
et
Gabon**

**Convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le
Gouvernement de la République gabonaise. Libreville, 11 mars 2002**

Entrée en vigueur : *1er février 2004 par notification, conformément à l'article 14*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 17 novembre 2004*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION D'ETABLISSEMENT ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

Le Gouvernement de la République française, d'une part et le Gouvernement de la République gabonaise d'autre part,

Ci-après dénommés "Parties contractantes".

Considérant et prenant leur compte respectif les principes énoncés par les accords internationaux relatifs aux Droits de l'Homme, notamment le libre exercice des activités culturelles, religieuses, économiques, professionnelles, sociales, les libertés individuelles et publiques telles que la liberté de pensée, de conscience, de religion et de culte, d'opinion, d'expression, de réunion, d'association, ainsi que la liberté syndicale,

Considérant l'existence des liens traditionnels d'amitié entre les deux pays et, soucieux de promouvoir et de pérenniser les échanges entre leurs peuples sur la base de la réciprocité, des idées universelles de démocratie et de liberté,

Désireux d'assurer à leurs nationaux respectifs, sur le territoire de l'autre Etat, le bénéfice d'un statut répondant au souci de mieux développer les rapports entre les deux pays, sur la base de la réciprocité, de l'égalité, de l'intérêt et du respect mutuels,

Conviennent de ce qui suit:

Article 1

Les nationaux de chacune des Parties contractantes jouissent sur le territoire de l'autre Partie des libertés publiques dans les mêmes conditions que les nationaux de cette dernière Partie.

Article 2

Les nationaux de chacune des Parties contractantes entrent sur le territoire de l'autre Partie, y voyagent, y établissent leur résidence dans le lieu de leur choix et en sortent à tout moment, dans les conditions prévues par la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relative à la circulation et au séjour des personnes, signée à Paris le 2 décembre 1992.

Cette disposition ne porte pas atteinte au droit de chaque Partie de prendre les mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, à la protection de la santé et de la sécurité publiques.

Article 3

Les nationaux de chacune des Parties contractantes ont accès aux juridictions de l'autre Partie dans les mêmes conditions que les nationaux de cette dernière Partie.

Article 4

Les nationaux de chacune des Parties contractantes jouissent sur le territoire de l'autre Partie du droit d'investir des capitaux, d'acquérir, de posséder, de gérer ou louer tous biens, meubles et immeubles, droits et intérêts, d'en jouir et d'en disposer dans les mêmes conditions que les nationaux de cette Partie sauf dérogations imposées par des motifs impérieux d'intérêt national, motifs qui seront communiqués à l'autre Partie par voie diplomatique.

Article 5

Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder sur son territoire un traitement juste et équitable aux biens, droits et intérêts appartenant aux nationaux de l'autre Partie, à leur assurer la pleine protection légale et judiciaire, et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit pas entravé.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes bénéficient sur le territoire de l'autre des dispositions de la législation du travail, des lois sociales et de sécurité sociale dans les mêmes conditions que les nationaux de cette Partie, sous réserve qu'ils soient en situation régulière.

Article 6

Les nationaux de chacune des Parties contractantes peuvent exercer sur le territoire de l'autre Partie des activités salariées, commerciales, agricoles, industrielles, artisanales, ainsi que la profession libérale de leur choix selon les modalités définies par la législation de cette dernière Partie.

Article 7

Aucun national de l'une des Parties contractantes ne peut être frappé, sur le territoire de l'autre Partie, d'une mesure arbitraire ou discriminatoire de nature à compromettre ses biens ou ses intérêts, notamment lorsque ceux-ci consistent en une participation directe ou indirecte à l'actif d'une société ou autre personne morale. Ces biens ne peuvent faire l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique ou d'une nationalisation que moyennant le paiement préalable d'une juste indemnité.

Article 8

Lorsque l'une des Parties contractantes prend une mesure d'expulsion à l'égard d'un ressortissant de l'autre Partie dont la présence constitue une menace grave pour l'ordre public, elle en informe l'autre Partie.

Les autorités de l'une des Parties contractantes ayant prononcé une mesure d'éloignement à l'encontre d'un ressortissant de l'autre Partie sont tenues de lui permettre d'avertir immédiatement un conseil, son consulat ou une personne de son choix, afin d'assurer la sauvegarde de ses biens et intérêts privés.

Article 9

Chacune des Parties contractantes s'engage à autoriser les nationaux de l'autre Partie résidant sur son territoire et qui le quittent définitivement à emporter leurs effets personnels, leurs outils et instruments de travail, leur mobilier, leurs économies et les produits de leur travail ainsi que les produits de la vente de leurs immeubles, dans le respect de la législation du pays d'accueil.

Article 10

Les personnes morales constituées conformément à la législation d'une Partie contractante et ayant leur siège social sur le territoire, jouissent, sur le territoire de l'autre Partie, des droits reconnus par la présente Convention aux personnes physiques, pour autant qu'une personne morale puisse en être bénéficiaire.

Article 11

Les points non traités par la présente Convention sont régis par la législation interne de chaque Etat ou, si telle est la volonté des Parties, par des accords spécifiques.

Article 12

En cas de différends nés de l'application ou de l'interprétation de la présente Convention, les deux Parties contractantes chercheront un règlement amiable par la voie diplomatique et pourront, en tant que de besoin, réunir une commission ad hoc.

Article 13

La présente Convention s'applique:

- pour la France, au territoire métropolitain de la République française, ainsi qu'à ses Départements d'Outre-Mer,
- pour le Gabon, à l'ensemble du territoire de la République gabonaise.

Article 14

La présente Convention abroge et remplace la Convention d'établissement entre la République française et la République gabonaise, signée à Libreville le 17 août 1960 et la Convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise, signée à Paris le 12 février 1974.

Elle est conclue pour une période de cinq ans à compter de son entrée en vigueur. A l'expiration de cette période, elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties contractantes.

La dénonciation devra être notifiée par voie diplomatique six mois avant l'expiration de chaque période.

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises, en ce qui la concerne, pour la mise en vigueur de la présente Convention qui prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la réception de la dernière notification.

Fait à Libreville le 11 mars 2002, en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement de la République française :

L'Ambassadeur de France,

PHILIPPE SELZ

Pour le Gouvernement de la République gabonaise:

JEAN PING

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION ON ESTABLISHMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF
THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE GA-
BONESE REPUBLIC

The Government of the French Republic, on the one hand,
and the Government of the Gabonese Republic, on the other hand,
hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Considering and taking into account the principles set forth in international human rights agreements, in particular the free exercise of cultural, religious, economic, professional and social activities and individual and civil liberties such as freedom of thought, conscience, religion, opinion, expression, assembly and association and freedom to form or join trade unions,

Considering the traditional ties of friendship existing between the two countries and desiring to promote and sustain exchanges between their peoples based on reciprocity and universal ideas of democracy and freedom,

Desiring to give their respective nationals, in the territory of the other State, the benefit of a status reflecting the need to enhance relations between the two countries based on reciprocity, equality and mutual respect and interest,

Have agreed as follows:

Article 1

The nationals of each of the Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, enjoy civil liberties under the same conditions as the nationals of that Party.

Article 2

The nationals of either Contracting Party may enter the territory of the other Party, travel and reside therein in the place of their choice, and leave at any time, under the conditions set forth in the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Gabonese Republic on the movement and sojourn of persons, signed in Paris on 2 December 1992.

This provision shall not impair the right of each Party to take the measures necessary for the maintenance of law and order and the protection of public health and safety.

Article 3

The nationals of either Contracting Party shall have access to the courts of law of the other Party under the same conditions as the nationals of that Party.

Article 4

The nationals of either Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party the right to invest capital, to acquire, possess, manage or rent movable and immovable property, rights and interests, and to use and dispose thereof, under the same conditions as the nationals of the other Party, unless urgent reasons of national interest require a departure from the rule. The other Party shall be notified of such reasons through the diplomatic channel.

Article 5

Each of the Contracting Parties shall undertake to accord in its territory just and equitable treatment to the property, rights and interests of nationals of the other Party, to grant them the full protection of the law and of the courts, and to ensure that there shall be no impediment to the exercise of the right thus recognized.

The nationals of either Party shall benefit, in the territory of the other Party, from the labour legislation, social laws and social security under the same conditions as the nationals of that Party, providing that they are in good standing.

Article 6

The nationals of either Party may, in the territory of the other Party, engage in paid commercial, agricultural, industrial and handicraft activities, and may practise a profession of their choice, in the manner specified by the laws of that Party.

Article 7

No national of either Contracting Party may be the object in the territory of the other Party of any arbitrary or discriminatory measure of a kind liable to endanger his property or his interests, in particular those consisting directly or indirectly of a share in the assets of a company or other legal entity. Such property may be expropriated for public purposes or nationalized only if fair compensation is paid in advance.

Article 8

When either Contracting Party decides to expel a national of the other Party whose presence constitutes a serious threat to law and order, it shall notify the other Party.

The authorities of either Party which has taken measures to remove a national of the other Party shall undertake to allow him to notify immediately a lawyer, his Consulate or a person of his choice, in order to ensure the safety of his private property and interests.

Article 9

Each Contracting Party undertakes to authorize the nationals of the other Party who definitively leave its territory after having resided therein, to remove their personal effects,

equipment and tools of trade, furniture, savings and the fruits of their labour, as well as the proceeds from the sale of their immovable property, in conformity with the laws of the host country.

Article 10

Bodies corporate which are incorporated in accordance with the legislation of either Contracting Party and have their head office in the territory of that Party shall be treated like individuals in respect of the enjoyment, in the territory of the other Party, of the rights specified in this Convention to which a body corporate may be entitled.

Article 11

Any points that have not been covered in this Convention shall be governed by the national legislation of the two States or, if so desired by the Parties, by specific agreements.

Article 12

In the event of a dispute regarding the application or interpretation of this Convention, the two Contracting Parties shall seek a friendly settlement through the diplomatic channel and may convene an ad hoc commission should this prove necessary.

Article 13

This Convention shall apply:

- For France, in the metropolitan territory of the French Republic and in its Overseas Departments,
- For Gabon, throughout the territory of the Gabonese Republic.

Article 14

This Convention shall replace and abrogate the Convention on Establishment between the French Republic and the Gabonese Republic, signed at Libreville on 17 August 1960, and the Convention on Establishment between the Government of the French Republic and the Government of the Gabonese Republic, signed at Paris on 12 February 1974.

It is concluded for a period of five years from the date of its entry into force. At the expiry of that period, it may be renewed annually by tacit agreement, unless it is denounced by one of the Contracting Parties.

Notification of such denunciation shall be made through the diplomatic channel six months prior to the expiry of each period.

Each Party shall inform the other when it has completed the internal procedures required for the implementation of this Convention, which shall enter into force on the first day of the second month following receipt of the last notification.

Done in Libreville, on 11 March 2002, in two original copies in the French language.

For the Government of the French Republic:

Ambassador of France

PHILIPPE SELZ

For the Government of the Gabonese Republic:

JEAN PING

